

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Alice GUILLOUX

Dossier n° N° RG 21/00171 -
N° Portalis DBYB-W-B7F-M75H
Minute n° : 21/00038

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE DEUXIEME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 15 Février 2021 à 10h00

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet du Var le 15 janvier 2021 à l'encontre de **X se disant** [REDACTED] ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M.LE PREFET DU VAR** le 15 Janvier 2021 à l'encontre de :

M. X se disant [REDACTED]
né le 19 Juillet 1996 à MAHDIA (TUNISIE)
de nationalité Tunisienne

notifiée à l'intéressé le 15 Janvier 2021 à 20h00 ;

Vu l'ordonnance rendue le 19 janvier 2021 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 14 Février 2021 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 14 Février 2021 à 13h35 tendant à la prolongation de la rétention de **M. X se disant** [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **trente jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DU VAR**, représenté par Monsieur Eric AFFORTIT, dûment habilité ;

en présence de Mustapha EL AMRANI interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. X se disant [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Victor TELES, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

M. X se disant [REDACTED] **déclare par le truchement de l'interprète** : vous m'avez gardé 28 jours, j'ai donné tous les documents. Je ne supporte pas de rester au centre de rétention. Je suis malade. Je suis entouré de gens qui sortent de prison. J'étais avec ma mère et mes cousins, j'apprenais le français. Et je me retrouve avec de gens enfermés. Depuis le jour de mon interpellation, j'ai donné ma vraie identité, je suis tunisien. Je vous présente mes excuses mais je souhaite sortir. On m'a amené à Lille pour discuter avec la dame du consulat. Croyez moi, je suis Tunisien, ma façon de parler prouve que je tunisien. J'ai de la famille en Tunisie en France. Je suis malade et fatigué. J'ai dit toute la vérité pour que je sois libéré. J'ai dépensé beaucoup d'argent pour savoir ce que j'ai. Je suis venu ici pour me soigner. Cette maladie me mange de l'intérieur. J'ai fait des examens en Tunisie pendant deux ans. Je suis venu en France parce que j'ai de la famille ici. J'ai besoin de 3 ou 4 jours et je partirai. Je retournerai en Italie.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés et sur le fond :

sur la violation de l'accord Franco-Tunisien

Il y a une décision de la Cour d'appel de Montpellier du 07 décembre 2020 (N°2020/383).

Il ne fournit aucun document prouvant son identité. Son identité est uniquement sur ses déclarations.

On va vous produire une attestation d'hébergement. On peut se demander pourquoi l'attestation n'a pas été produite lors de la première prolongation. Il n'a pas de passeport en cours de validité.

L'avocat du retenu soulève des moyens dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;
monsieur m'a fourni sur l'audience une attestation d'hébergement avec justificatifs de domicile.

M. X se disant [REDACTED] **déclare par le truchement de l'interprète** :
c'est la première fois de ma vie que je suis en prison. J'ai une femme et un enfant.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'avocat de [REDACTED] soutient que les délais prévus par l'accord franco-tunisien pour la délivrance d'un laissez-passer consulaire n'ont pas été respectés.

L'article L.552-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que : "En cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction, y compris la Cour de cassation, qui est saisie d'une demande d'annulation ou qui relève d'office une telle irrégularité ne peut prononcer la mainlevée de la mesure de placement en rétention que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'étranger."

L'annexe II de l'accord franco-tunisien du 28 avril 2008 transposé par décret n° 2009-905 du 24 juillet 2009 prévoit que :

"3. La nationalité de la personne est considérée comme présumée sur la base d'un des documents suivants :

(...)

– **les déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante ;**

(...)

Lorsque l'un des documents mentionnés ci-dessus est disponible, la Partie requérante transmet à l'autorité consulaire de la Partie requise l'original exploitable du relevé des empreintes décadactylaires ainsi que trois photographies d'identité de la personne concernée.

L'autorité consulaire de la Partie requise dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de l'un des documents mentionnés ci-dessus pour examiner ce document et délivrer le laissez-passer consulaire si la nationalité de l'intéressé est établie.

4. Toutefois, s'il subsiste des doutes sérieux quant à la nationalité de l'intéressé, il est procédé à son audition, dans un délai de 72 heures à compter de la réception par l'autorité consulaire de la Partie requise, des éléments mentionnés ci-dessus. A l'issue de cette audition, si la nationalité de la personne concernée est établie, le laissez-passer consulaire est délivré dans un délai de quarante-huit heures.

5. Dans le cas où des vérifications complémentaires auprès des autorités centrales sont nécessaires, la Partie requise répond à la demande de laissez-passer consulaire de la Partie requérante dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ces éléments par l'autorité consulaire de la Partie requise. Si la nationalité est établie, l'autorité consulaire procède, dans un délai de quarante-huit heures, à la délivrance du laissez-passer consulaire.

6. Dans tous les autres cas, l'autorité consulaire de la Partie requise transmet sa réponse par écrit, et ce dans les délais mentionnés aux paragraphes précédents."

En l'espèce, [REDACTED] a déclaré être de nationalité tunisienne lors de son audition par les services de police le 15 janvier 2021.

L'autorité préfectorale a sollicité le Consul général de Tunisie, aux fins d'obtention d'un laissez-passer consulaire, le 15 janvier 2021 en transmettant le procès-verbal d'audition ainsi que quatre photos d'identité et la fiche d'empreintes décadactylaires.

Il résulte des dispositions précitées que les autorités tunisiennes disposaient d'un délai de 5 jours, à compter de cette transmission, pour délivrer le laissez-passer consulaire si la nationalité était établie. S'il subsistait des doutes sérieux, il pouvait être procédé à l'audition de l'intéressé dans un délai de 72 heures et, dans le cas où des vérifications complémentaires auprès des autorités centrales étaient nécessaires, les autorités tunisiennes devaient répondre dans un délai de 10 jours.

Or, il n'a été procédé à l'audition de [REDACTED] par les autorités tunisiennes que le 28 janvier 2021, soit 13 jours après la transmission de la demande et des documents, et, à ce jour, un mois plus tard, aucune réponse n'a encore été apportée à la demande de laissez-passer puisque, le 12 février 2021, les autorités tunisiennes ont indiqué qu'une enquête approfondie avait été diligentée.

Ainsi, les délais prévus par les dispositions précitées n'ont été respectés ni pour l'audition de [REDACTED], ni pour répondre à la demande de laissez-passer consulaire.

La violation des délais prescrits par l'annexe II de l'accord franco-tunisien porte atteinte aux droits de **M. X** qui est privé de liberté depuis un mois alors qu'une réponse à la demande de laissez-passer consulaire transmise le jour même de son placement en rétention aurait dû intervenir au maximum dans un délai de 10 jours.

En conséquence, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés, il convient de rejeter la requête en prolongation de la mesure de rétention afin de permettre la remise en liberté de l'intéressé.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DU VAR** :

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant** **M. X** est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS M. X se disant **M. X** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 15 Février 2021 à **Mh03**.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,

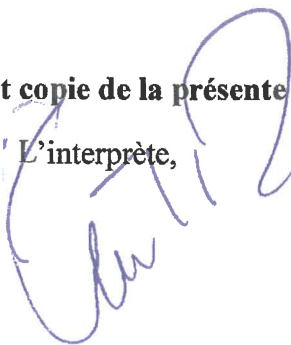


Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 15 Février 2021 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,



Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 15
Février 2021 à 11 h 10,
Le greffier,

Nous, *David SASSATON BERO*, déclarons *le 10* interjeter appel de la présente décision,
Le procureur de la République,



Constatons que le 15 Février 2021 à 11 h 11, le procureur de la République *m'a pas* interjeté
appel de la présente décision,
Le greffier,

Victor TELES
Avocat
06 83 91 34 82
Victor.teles@outlook.fr
5 rue Henri GUINIER
34000 MONTPELLIER



Affaire : 21007 ARBI / Préfecture du VAR
Audience JLD 15.02.21 9h30

CONCLUSIONS RECAPITULATIVES

POUR :

Monsieur ~~XXXXXXXXXX~~, de nationalité tunisienne, né le 19 juillet 1996 à Mahdia (TUNISIE) Retenu actuellement au CRA de Sète

Ayant pour Avocat Maître Victor TELES, Avocat au Barreau de Montpellier, 5 rue Henri Guinier, 34 000 MONTPELLIER

CONTRE :

La Préfecture du Var prise en la personne de son Préfet en exercice, boulevard du 112è R.I. - CS 31 209, 83070 TOULON

I. FAIT ET PROCEDURE

Le 15 janvier 2021, le Préfet du Var a pris un arrêté portant obligation de quitter le territoire français sans délai assortie d'une interdiction de retour sur le territoire français de deux ans à l'encontre de M. [REDACTED], de nationalité tunisienne.

Il est placé en rétention depuis le 15 janvier 2021.

Le 19 janvier 2021, l'extension de sa rétention a été confirmée par le JLD et par la CA de Montpellier jusqu'au 14 février à 20h.

Par demande formulée le 14 février, le préfet du Var sollicite la prolongation de la rétention de M. [REDACTED] pour une période de 30 jours, afin de procéder à l'éloignement de M. [REDACTED]

II. DISCUSSION

II.1. SUR L'ABSENCE DE DILIGENCES SUFFISANTES

En droit, l'article L. 554-1 du CESEDA dispose que :

« Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.

L'étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention au titre du 1° bis du I de l'article L. 561-2 que pour le temps strictement nécessaire à la détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile et, le cas échéant, à l'exécution d'une décision de transfert. Lorsqu'un Etat requis a refusé de prendre en charge ou de reprendre en charge l'étranger, il est immédiatement mis fin à la rétention de ce dernier, sauf si une demande de réexamen est adressée à cet Etat dans les plus brefs délais ou si un autre Etat peut être requis. En cas d'accord d'un Etat requis, la décision de transfert est notifiée à l'étranger dans les plus brefs délais. »

Ainsi, si les diligences de l'administration sont insuffisantes, le Juge des libertés et de la détention, saisi en application de l'article L.552-7 du CESEDA, ne peut prolonger la rétention.

En l'espèce, M. le Préfet soutient que la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée compte tenu de l'absence de réponse des autorités Tunisiennes.

Or, compte tenu de l'absence de diligences du Préfet (une relance le 10 février pour une fin de rétention au 14 février), ce dernier est largement responsable de cette situation qu'il a contribué à créer.

Dès lors, en l'absence de diligences suffisantes de la part du Préfet du VAR, sa requête sera rejetée.

II.2. SUR LA VIOLATION DE L'ANNEXE II DU PROTOCOLE FRANCO TUNISIEN SIGNE LE 29 AVRIL 2009

En droit, l'article 552-13 du CESEDA dispose que :

« En cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction, y compris la Cour de cassation, qui est saisie d'une demande d'annulation ou qui relève d'office une telle irrégularité ne peut prononcer la mainlevée de la mesure de placement en rétention que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'étranger ».

L'accord franco-tunisien, dont le contenu a été transposé par décret n°2009-905 du 24 juillet 2009 prévoit différentes séries de mesures à mettre en œuvre lorsqu'un ressortissant Tunisien est interpellé en situation irrégulière sur le territoire Français.

« 3. La nationalité de la personne est considérée comme présumée sur la base d'un des documents suivants :

— l'un des documents périmés mentionnés à l'alinéa précédent, à l'exception du passeport périmé depuis moins de cinq ans et du laissez-passer consulaire périmé depuis moins d'un an ;— la carte d'immatriculation consulaire ;— un acte de naissance ou tout autre document d'état civil ;— un certificat de nationalité ;— un décret de naturalisation ;— la photocopie de l'un des documents précédemment énumérés ;

— les déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante ;

— tout autre document, y compris le résultat d'une expertise effectuée par un expert indépendant auprès des cours et tribunaux, contribuant à prouver la nationalité de la personne concernée.

4. Toutefois, s'il subsiste des doutes sérieux quant à la nationalité de l'intéressé, il est procédé à son audition, dans un délai de 72 heures à compter de la réception par l'autorité consulaire de la Partie requise, des éléments mentionnés ci-dessus.

5. Dans le cas où des vérifications complémentaires auprès des autorités centrales sont nécessaires, la Partie requise répond à la demande de laissez-passer consulaire de la Partie requérante dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ces éléments par l'autorité consulaire de la Partie requise. Si la nationalité est établie, l'autorité consulaire procède, dans un délai de quarante-huit heures, à la délivrance du laissez-passer consulaire.

6. Dans tous les autres cas, l'autorité consulaire de la Partie requise transmet sa réponse par écrit, et ce dans les délais mentionnés aux paragraphes précédents ».

Dès lors, lorsque l'intéressé déclare être de telle nationalité, la partie requérante est tenue de transmettre des empreintes décadactylaires et des photographies d'identité à la partie requise :

Lorsque l'un des documents mentionnés ci-dessus est disponible, la Partie requérante transmet à l'autorité consulaire de la Partie requise l'original exploitable du relevé des empreintes décadactylaires ainsi que trois photographies d'identité de la personne concernée.

La partie requise dispose d'un délai de cinq jours pour délivrer le laissez passer solliciter:

L'autorité consulaire de la Partie requise dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de l'un des documents mentionnés ci-dessus pour examiner ce document et délivrer le laissez-passer consulaire si la nationalité de l'intéressé est établie.

Lorsqu'il existe des doutes sérieux quant à la nationalité de l'intéressé, ce dernier doit être entendu dans les 72 heures par les autorités consulaires de la partie requise:

A l'issue de cette audition, si la nationalité de la personne concernée est établie, le laissez-passer consulaire est délivré dans un délai de quarante-huit heures.

En l'espèce, premièrement, M. [REDACTED] a déclaré de manière constante être de nationalité tunisienne.

Les autorités Françaises sont donc considérées comme étant en possession de «*déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante ;*»

Dès lors, elles devaient transmettre aux autorités Tunisiennes les empreintes décadactylaires et des photographies d'identité de l'intéressé. Ce qui a été fait le 15 janvier 2021.

Mais, le consulat Tunisien devait recevoir [REDACTED] dans un délai de 5 jours à compter de la demande formulée par la France. Ce délai n'a pas été respecté et [REDACTED] n'en est pas responsable.

Ce n'est que le 28 janvier 2021 que le Consulat a reçu [REDACTED]. Bien au-delà du délai de 5 jours.

Deuxièmement, à supposer qu'il existe un doute sur la nationalité de l'intéressé, le délai d'audition est alors de 72 heures.

Or, [REDACTED] n'a été reçu que le 28 janvier 2021, soit bien après ce délai de 72h.

Sur la base de ces éléments, les juridictions rejettent des demandes de prolongation de rétention lorsque les délais précités n'ont pas été respectés.

Pièce n°1: JLD Montpellier, 10 décembre 2018, n°18/01584:

Pièce n°2: JLD Montpellier, 13 juillet 2018, n°18/00900:

Pièce n°3 : JLD Montpellier, 28 janvier 2017, n°17/00101:

Pièce n°4-JLD Montpellier, 28 août 2020, n°20/00714

Troisièmement, si à l'issue de l'audition, des doutes subsistent sur la nationalité, la Tunisie aurait dû se prononcer dans un délai de 10 jours à compter du rendez-vous au Consulat.

La Tunisie devait donc répondre définitivement le 25 janvier 2021.

Or, le rendez-vous a eu lieu le 28 janvier 2021.

La Tunisie n'a produit une réponse que le 12 février, suite à une relance du 10 février par la Préfecture du Var, en indiquant qu'une enquête était en cours au pays.

Le délai prescrit par l'accord franco-tunisien n'a donc pas été respecté.

La circonstance qu'une enquête soit en cours n'est pas prévue par les textes comme procédure permettant de déroger aux différents délais rappelés ci-dessus.

L'article L. 552-13 conditionne la mainlevée de la mesure de placement en rétention qu'à la seule atteinte portée aux droits de l'étranger.

M. [REDACTED] devra donc être remis en liberté.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé au Juge des Libertés et de la Détention de :

- **REJETER** la requête de M. Le Préfet du Var
- **ORDONNER** la remise en liberté de M. [REDACTED]

A Montpellier,
Le 15 février 2021
Me Victor TELES

Pièces visées à l'appui de la requête :

1-JLD Montpellier, 10 décembre 2018, n°18/01584:

2-JLD Montpellier, 13 juillet 2018, n°18/00900:

3-JLD Montpellier, 28 janvier 2017, n°17/00101:

4-JLD Montpellier, 28 août 2020, n°20/00714

Pas de pièces nouvelles
